



Nous, Maire de la Ville de Dijon

PERMIS DE STATIONNEMENT N°24-AV-28291

VU la demande 241715 en date du 11/06/2024 par laquelle l'entreprise MEDIACO BOURGOGNE (siret 85296280200025) demeurant demande l'autorisation d'occuper le domaine public pour les installations suivantes :

grue fixe, véhicule(s) de chantier 2 RUE DE FONTAINE (Dijon)

VU le règlement municipal de police de la circulation du 15 mars 2019

VU la délibération portant tarification des occupations du domaine public en date du 02 février 2023

VU l'arrêté de délégation du 17 octobre 2022

CONSIDERANT

Que, pour assurer la sécurité et limiter les perturbations sur l'espace public lors du déroulement des activités de rénovation d'un bâtiment que doit assurer l'entreprise MEDIACO BOURGOGNE, il est nécessaire de délivrer un permis de stationnement définissant les conditions d'installation du chantier,

Que cette occupation temporaire, pour la réalisation d'un chantier, n'est pas soumise à l'obligation de sélection prévue par l'article L2122-1-1 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques,

ARRÊTONS

Article 1

A charge de se conformer aux arrêtés susvisés, le bénéficiaire (l'entreprise MEDIACO BOURGOGNE) est autorisé à occuper le domaine public,

2 RUE DE FONTAINE

- **le 24/06/2024**, pour les installations suivantes : emprise de chantier avec palissade : grue fixe, véhicule(s) de chantier sur trottoir, sur stationnement, sur voirie
- Surface occupée : 120 m² (20,00 m x 6,00 m)

La présente autorisation est en outre délivrée sous réserve du respect des conditions ci-dessous définies :

Le surplomb de la flèche de grue avec charge ne devra pas déborder les limites de l'emprise du chantier.

L'entreprise devra vérifier que le sol est en mesure de supporter l'engin.

La grue devra être conforme aux normes en vigueur et sa stabilité devra être assurée à tout moment : au montage, lorsqu'elle fonctionne, à l'arrêt et lors du démontage et, à cette fin, régulièrement contrôlée par un organisme agréé.

Le grutier auquel aura recours l'entreprise devra répondre aux qualifications exigées par la réglementation.

La porte des palissades s'ouvrira à l'intérieur de façon à ne pas faire saillie sur la voie publique. Toute palissade devra comporter un panneau mobile ou à claire-voie, afin de faciliter la surveillance des travaux et aucune emprise au sol ne sera tolérée.

Le mobilier urbain (armoires de feux et d'éclairage public, feux et panneaux de signalisation ...) devra rester visible, accessible et protégé.

Une plaque indiquant les noms et adresses des entreprises devra être placée bien en vue au droit de tout dépôt, palissade, échafaudage.

Toutes mesures doivent être prises pour signaler de jour comme de nuit cet encombrement de la voie publique.

Par ailleurs, les matériaux, échafaudages et palissades à déposer sur la voie publique seront éclairés pendant la nuit.

Les gâchis de ciment ou mortier ne devront pas être faits directement sur les trottoirs ou chaussées.
La projection au sol de matériaux ne pourra être faite que sous protection assurant toute circulation sans danger.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra maintenir en bon état de propreté, pendant toute la durée des travaux, l'espace qui lui est alloué et ses alentours. A la fin des travaux, le domaine public devra être laissé en parfait état. A défaut, la remise en état en sera effectuée par la collectivité aux frais du pétitionnaire.

L'entreprise MEDIACO BOURGOGNE sera tenu(e) de payer sur présentation d'une facture qui lui sera adressée par la Ville de Dijon, un droit d'occupation du domaine public conformément à la délibération ci-dessus visée soit 0.32€/m²/jour.

Un passage libre de 1,20 mètres minimum devra être assuré pour garantir totalement la sécurité des piétons tant au regard de la circulation qu'à celui de l'activité liée à la présente autorisation. Ce passage devra toujours être laissé en parfait état de propreté.

Article 2

La présente autorisation est accordée sous toutes réserves des droits des tiers, des lois et des règlements en vigueur.

Elle ne se substitue pas au permis de construire ni à toute autre autorisation pouvant être exigée par le Code de l'Urbanisme ou par toute autorité administrative compétente, qui doivent être délivrés obligatoirement avant tout début d'exécution des travaux de construction ou de transformations quelconques.

Article 3

Le présent arrêté devra être affiché visiblement sur le chantier.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de DIJON,
l'entreprise MEDIACO BOURGOGNE,
chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait en l'hôtel de ville de Dijon,

Le 14/06/2024

LE MAIRE,

Pour le Maire, l'Adjointe déléguée à la propreté de la ville,
travaux, équipements urbains et mobilités

//

Dominique MARTIN-GENDRE